



## CRISE DE SYSTÈME AU MALAÛI

Le MalaÛi vient de célébrer en juillet dernier ses dix-neuf ans d'indépendance et le vingt-cinquième anniversaire du retour au pays de son Président à vie, H. Kamuzu Banda. Organisation minutieuse des festivités, démonstrations des diverses ligues, milices, corps d'armée et de police, danses traditionnelles auxquelles s'est joint le Président, public enthousiaste : l'ambiance n'évoquait pas la « fin de règne » (1). Et pourtant, de 1964 à aujourd'hui, le pays n'avait jamais connu de crise si grave (2). Depuis quelques mois, une lutte sourde prend place autour du pouvoir. L'opposition, déjà divisée, a subi deux coups durs avec l'assassinat, à Harare, d'Attati Mpakati, leader de la Socialist League of MalaÛi, et l'arrestation, puis la condamnation à mort d'Orton Chirwa, leader du MalaÛi Freedom Movement, rentré au pays secrètement selon les uns, à l'invitation officielle du Président selon les autres. En même temps, les successeurs potentiels du Président, âgé de quatre-vingt quatre ans et malade, se livrent à une guerre de clans déjà meurtrière. Dick Matenje, secrétaire général du parti unique (MalaÛi Congress Party), Aaron Gadama, ministre de la région du Centre, John Sangala, ministre de la Santé et David Chiwanga, parlementaire, ont payé de leur vie leur opposition au tout-puissant clan Tembo-Kadzamira. Ce dernier représente la branche « opportuniste » du pouvoir : Cecilia Kadzamira, « hôtesse » officielle et compagne du Président depuis vingt-cinq ans, et son oncle John Tembo, gouverneur de la Banque centrale, ont placé les membres de leur famille à de nom-

(1) Voir J.-P. Langellier, « Fin de règne au MalaÛi », *Le Monde*, 16 et 17 août 1983.

(2) Presque aussitôt après l'indépen-

dance, un conflit éclata entre le Président et six de ses ministres qui durent finalement s'exiler.

breux postes-clés, de l'Université à l'Office de commercialisation, en passant par les banques et l'empire commercial para-étatique Press Holdings. Malgré la version officielle de l'accident d'automobile, l'élimination brutale de personnages connus et populaires sera cette fois difficile à faire oublier, même dans un pays où la politique reste un sujet de conversation soigneusement évité. J. Tembo, que le Président aurait pressenti pour lui succéder, se serait heurté à l'opposition catégorique des ministres, dans un contexte où la présence d'O. Chirwa, condamné mais toujours pas exécuté, demeure une menace importante contre ses ambitions politiques. Aux yeux de beaucoup, en tout cas, l'image de marque du Président est sortie ternie des événements récents.

Tous ces règlements de comptes sont sans doute des œuvres de basse politique, mais ils sont pourtant révélateurs de plusieurs crises d'un système qui se flattait d'avoir su allier croissance économique et stabilité politique. Ces crises sont en fait propres à la nature du système économique et politique. La personnalisation extrême du pouvoir n'a laissé aucune place pour une institutionnalisation politique réelle. Personne n'accorde d'importance aux procédures de succession que prévoit la Constitution. L'absence de dauphin officiel du Président laisse entrevoir une vacance du pouvoir, exacerbant à la fois la peur et les ambitions dans la classe politique. Beaucoup de Malaŵites regrettent aujourd'hui « les erreurs accumulées depuis vingt ans » : l'existence d'un Premier ministre politiquement crédible aurait permis une succession « à la kényane ». Certains s'interrogent aussi sur la valeur des circuits d'information et de communication après les « filtrages » des nombreux niveaux hiérarchiques de transmission, dans un système où l'homme au sommet détient un si grand pouvoir de décision. Pour beaucoup, le Président n'est plus au fait des réalités du pays, et ceci ne serait pas uniquement dû à son grand âge. Autre foyer de crise, le parti unique : fortement structuré, il est toujours apparu comme bien implanté à la base, même s'il allie clientélisme et coercition. La disparition de son secrétaire général, deuxième homme du régime, semble avoir diminué son importance et révélé sa fragilité. On le dit aussi « miné » de l'intérieur, les partisans de l'opposition s'y sont infiltrés, tandis que des tendances internes apparaissent de façon informelle. L'édifice partisan, fleuron du régime, pourrait bien s'effondrer à la première apparition des militaires dans les rues de Blantyre, Zomba ou Lilongwe. Une telle intervention de l'armée, en majorité « apolitique », ne serait pas pour déplaire à de nombreux Malaŵites inquiets des possibles débordements, notamment ethniques, que pourrait susciter la guerre des clans pour la succession du Président (3).

(3) Les mutations récentes de nombreux officiers tendent à renforcer les rumeurs d'une intervention de l'armée.

Mais c'est surtout dans le domaine économique que la crise est plus sérieuse, car plus structurelle. La stratégie économique du pouvoir est passée depuis l'indépendance par une croissante « division du travail » : aux petits paysans la tâche de nourrir le pays, tandis que les grandes plantations se réservent les cultures d'exportation. Si, dans certains cas, les paysans ont pu consacrer une partie de leur activité aux cultures de rente, ce sont néanmoins les plantations qui ont obtenu la grande majorité des recettes d'exportation. Pour vendre leur production, les paysans doivent en effet passer par l'Office de commercialisation agricole qui pratique des prix inférieurs à ceux du marché, alors que les plantations ont un accès direct à celui-ci. Simultanément, les bénéfices réalisés par l'Office de commercialisation ont servi en grande partie à financer la création et le développement des plantations, une faible partie seulement étant réinvestie dans le secteur qui les avait produits. La politique non incitative des prix payés aux producteurs a de plus eu pour effet d'encourager un mouvement de la force de travail paysanne vers l'emploi sur les plantations, soit sous la forme du salariat proprement dit, soit sous celle du « paysan-locataire » vendant sa récolte au propriétaire à un prix fixe en deçà des prix du marché. Ce transfert de main-d'œuvre correspondait aux besoins des plantations, en pleine expansion dans les années soixante-dix. Pour ces paysans, le bilan est aujourd'hui négatif : leur pouvoir d'achat a baissé en termes réels et les conditions de travail sont souvent très pénibles. Ayant soutenu, par leur force de travail, et financé, par leurs ventes, le développement des exportations, les paysans n'en ont pas tiré de véritables bénéfices : le pouvoir a pu se montrer satisfait en termes de croissance jusqu'à la fin des années soixante-dix, mais le bilan reste limité en termes de développement. Santé et éducation demeurent constamment parmi les postes budgétaires les plus faibles et les salaires ne peuvent suivre le rythme de l'inflation (4). Jusqu'à quand les paysans accepteront-ils de « travailler dur dans les champs », comme les y encourage un slogan officiel, sans que leur condition s'améliore pour autant ?

Du côté des grands propriétaires, c'est aussi l'inquiétude devant la baisse des prix à l'exportation et les perspectives peu encourageantes en ce domaine (pour le tabac notamment). La banqueroute a déjà frappé les plantations les plus petites. Le gouvernement se montre de plus en plus sélectif dans l'attribution de crédits aux grands propriétaires et commence à limiter les possibilités d'expansion des plantations, tant en raison de la pression sur les terres que du niveau alarmant de l'érosion des sols. Or les

(4) Les salaires minima, dont les taux sont fixés par le gouvernement, sont en pratique les salaires couramment payés.

propriétaires des plantations appartiennent à l'élite politique (ministres, parlementaires, cadres du parti), placés à la tête de ces positions économiques par le pouvoir qu'ils soutiennent. Avec la fin du boom des années soixante-dix, la contradiction propre à cet État investi par une classe d'apprentis-bourgeois s'est fait jour : la relative autonomie de l'État clientéliste pourrait le mener au conflit avec les intérêts d'une classe économique-politique qu'il a contribué à créer. Dans ce contexte, les luttes au sommet prennent une dimension supplémentaire. La parodie d'élections législatives en juillet dernier n'a pu masquer la distance qui existe entre la masse rurale et un pouvoir bientôt vacant. Si le Malaïi parvient à surmonter les difficultés politiques de la succession présidentielle, il lui faudra encore faire face aux problèmes posés par la stratégie économique et sociale mise en œuvre par le pouvoir depuis bientôt deux décennies.

*Philippe L'Hoiry*